



DIRECTION TERRITORIALE BASSIN DE LA SEINE ET LOIRE AVAL

18, Quai d'Austerlitz
75013 PARIS
Tel : 01.83.94.44.00 - Fax : 01.83.94.44.01.

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE VIDEOSURVEILLANCE, DU CONTROLE D'ACCES ET DE LA SONORISATION DES SITES DU SECTEUR ILE-DE-FRANCE DE L'UTI BOUCLES DE LA SEINE (UBS)

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

UTI Boucles de la Seine

11 cours de Chimay
78 700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

Subdivision Exploitation

5 bis, rue Edouard Nieuport
92 158 SURESNES



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Table des matières

1.	DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Introduction	4
1.2	Description de la vidéosurveillance	5
1.3	Description du contrôle d'accès	7
1.4	Description de la sonorisation et des interphones (bornes SOS)	8
1.5	Objet de la consultation	9
1.6	Décomposition du contrat	9
1.7	Forme de l'accord-cadre	9
1.8	Descriptif de la prestation	10
1.9	Textes et normes applicables	11
1.10	Durée de l'accord-cadre	11
1.11	Reconduction	11
1.12	Désignation des représentants	12
1.13	Réunions VNF / Entreprise	12
1.14	Édition de la facture	12
1.15	Variation des prix	13
1.16	Langue retenue pour le contenu de tous documents transmis à VNF	13
1.17	Mode de règlement	13
1.18	Avance	14
1.19	Acomptes	14
1.20	Pénalités	14
2	CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	15
2.1	Objet, contenu, spécifications techniques et délais d'exécution	15
2.2	Visite d'entretien annuelle (maintenance préventive)	15
2.2.1	Système de vidéosurveillance	16
2.2.2	Système de contrôle d'accès de Suresnes	16
2.2.3	Système de sonorisation	17
2.3	Intervention pour dépannage (maintenance corrective)	17
2.4	Transfert de compétences	18
2.5	Repli de chantier et évacuation des déchets	18
2.6	Documentations techniques	18
2.7	Garanties	19
2.8	Autres stipulations	19
3	PROVENANCE, QUALITE, PREPARATION DES MATERIELS ET CONTRÔLES	20
3.1	Généralités	20
3.2	Interchangeabilité – Standardisation	20
3.3	Opération de vérification, admission, ajournement, refaction et rejet	20

4	HYGIENE ET SECURITE	20
5	ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT	21
	5.1 Généralités	21
	5.2 Clause environnementale.....	21
	5.3 Gestion des déchets.....	22
	5.4 Consommation d'eau et d'énergie, bruit.....	22
	5.5 Clause éthique	22
	5.6 Conflit d'intérêts.....	22
	5.7 Obligation de confidentialité	23
6	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	23
	6.1 Responsabilités	23
	6.2 Assurances.....	23
7	SOUS-TRAITANCE.....	24
8	RESILIATION DE L'ACCORD CADRE.....	24
9	INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	24
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Introduction

Le bassin de la Seine supporte le transport d'environ 21 millions de tonnes de marchandises dont environ 19 millions sur la Seine à l'aval de Paris. L'unité d'itinéraire Boucles de la Seine (UBS), couvre la Seine en aval de Paris jusqu'à Rouen. Il comprend 7 groupes d'ouvrages à grand gabarit :



- Suresnes (92) : 3 écluses et 2 barrages ;
- Chatou (78) : 1 écluse, 1 barrage et 1 passe à poissons ;
- Bougival (78) : 2 écluses et 1 barrage ;
- Andrésy (78) : 2 écluses, 2 barrages et 1 passe à poissons ;
- Méricourt (78) : 2 écluses et 1 barrage ;
- Notre-Dame-de-la-Garenne (27) : 4 écluses, 1 barrage et 1 passe à poissons ;
- Amfreville-sous-les-Monts (27) : 2 écluses, 1 barrage et 1 passe à poissons.

La prestation prévue dans le présent marché aura lieu sur les sites de Suresnes (92), Chatou, Bougival et Andrésy (78).

Les équipements objet de ce marché sont décomposés en trois familles :

- Vidéosurveillance des écluses
- Contrôle d'accès et vidéosurveillance de sécurité
- Sonorisation et interphones

1.2 Description de la vidéosurveillance

Les systèmes permettent à l'agent d'exploitation VNF de prendre connaissance en temps réel de l'état de l'exploitation sur la voie navigable au niveau des écluses supervisées. Ainsi, il pourra également très rapidement connaître la nature des incidents et les traiter au mieux.

La vidéosurveillance d'exploitation des écluses s'appuie sur les points suivants :

- Contrôle de l'ouverture et de la fermeture effectives des portes de l'écluse,
- Gestion anticipée des arrivées au niveau des biefs amont et aval,
- Vérification de l'amarrage avant le lancement de la bassinée,
- Contrôle du cycle en cours et réaction en cas d'incident,
- Coordination dynamique de l'écluse en fonction du trafic,
- Observation des dommages causés à l'ouvrage dans la mesure du possible (porte ou bajoyer),
- Relèves des coordonnées d'un bateau,
- Observation du barrage,
- Contrôle de la sécurité sur site si pas de système dédié.

L'agent d'exploitation VNF dispose des équipements suivants :

- Affichage des flux vidéo de chaque caméra de vidéosurveillance (en temps réel) sur un ou plusieurs moniteurs de taille minimale de 24" (4 caméras sur un écran).
- La répartition des flux vidéo sur le principe d'un découpage de l'affichage paramétrable en vignettes,
- La commande et la visualisation grâce aux périphériques installés (Souris, clavier et joystick),
- 1 système KVM d'affectation dynamique de ces périphériques comprenant un auto-positionnement des images en fonction de la position des portes d'écluse.
- Le Serveur de vidéosurveillance mettant à disposition les flux vidéo pour les différents moniteurs de vidéosurveillance et le poste KVM rackable ou un poste fixe supplémentaire suivant les sites, faisant office de postes de contrôle vidéo.

La décomposition est réalisée de la manière suivante :

-le site de Suresnes (92) Quai Gallieni

- 12 caméras dôme
- 6 caméras fixes
- 2 PC avec clavier, souris et joysticks
- 1 serveur
- 1 onduleur de sécurité

Système de contrôle d'accès : 8 caméras type dôme, 4 caméras fixes et 14 lecteurs de badges

-le site de Chatou (78) Quai Watier

- 6 caméras dôme.
- 1 PC avec clavier, souris et joysticks
- 1 PC avec clavier, souris et joysticks pour la visualisation des caméras de Bougival à distance
- 1 PC KVM rackable
- 1 serveur

Système de sonorisation et appels d'urgence : 3 haut-parleurs et 2 bornes d'appel d'urgence

-le site de Bougival (78) Ile de la loge

- 5 caméras dôme.
- 1 PC avec clavier, souris et joysticks
- 1 serveur

Système de sonorisation et appels d'urgence : 3 haut-parleurs et 2 bornes d'appel d'urgence

-le site d'Andrésy (78) Île Peygrand 78260 Acheres

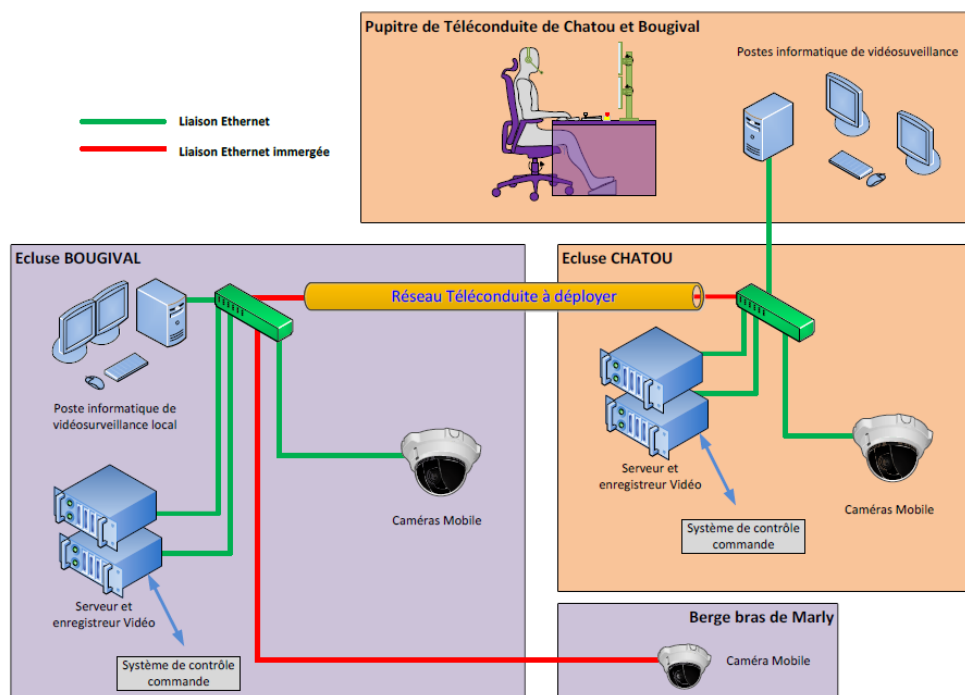
- 9 caméras dôme
- 3 caméras fixes
- 1 PC avec clavier, souris et joysticks
- 1 PC avec clavier et souris en bureau pour la gestion.
- 1 serveur
- 1 onduleur de sécurité

Les caméras sont de marque AXIS et BOSCH.

Les vidéos de l'ensemble des caméras sont enregistrées sur les enregistreurs dédiés pendant une période de 30 jours glissants. Un profil spécifique est nécessaire afin d'extraire les vidéos. Un masquage dynamique est en place afin de masquer les zones privées ou protégées pouvant se trouver dans le champ de vision des caméras installées.

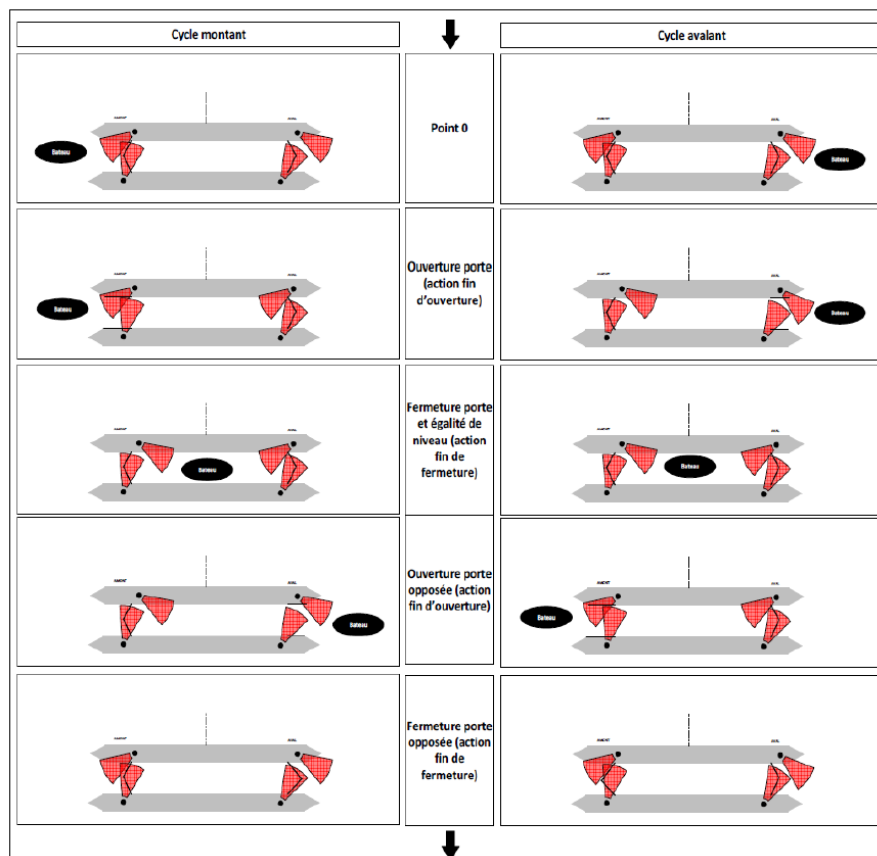
Suivants les sites certains postes de surveillance sont déportés du lieu à surveiller.

Ci-après un exemple de configuration :



Sur chaque site, certaines caméras se prépositionnent en fonction de la phase du cycle en cours.

PARCOUR PTZ AUTOMATE D'ECLUSE



1.3 Description du contrôle d'accès

Un système de contrôle d'accès spécifique est uniquement présent sur le site de Suresnes.

Celui-ci comprend :

- 8 caméras type dôme
- 4 caméras fixes
- 14 lecteurs de badges
- 14 gâches électriques
- 15 capteurs d'ouverture de porte dont un sur le portail de Puteaux
- 1 interphone et 1 platine en cabine d'écluse
- 1 PC de surveillance avec clavier, souris, joystick et 3 écrans en cabine d'écluse
- 1 PC administrateur avec clavier, souris, joystick, lecteur de badge et 2 écrans au 5bis rue Edouard Nieuport à Suresnes
- 1 concentrateur
- 1 serveur de stockage
- 1 transmetteur téléphonique GSM
- 9 coffrets de centralisation équipés de batteries de secours.
- 6 baies de regroupement vidéo
- 5 switches POE

L'ensemble de ces équipements permettent la surveillance du site et des différents accès.

Ils sont situés :

- Quai Gallieni à Suresnes
- Ile de Puteaux
- Ile de la Folie à Paris 16ème

Le dispositif permet d'une part de contrôler les accès via des badges et d'autre part de faire des levées de doute grâce aux caméras.

Les badges sont programmables depuis le poste d'administration de Suresnes afin de définir les accès autorisés suivant sur des périodes définies.

Lors d'une intrusion, la caméra la plus proche se positionne automatiquement sur le lieu de l'ouverture.

Une supervision permet de voir l'état des équipements, alerter des intrusions et commander les caméras.

Le système enregistre les événements afin d'avoir un historique de tous les événements.

1.4 Description de la sonorisation et des interphones (bornes SOS)

Le système d'interphonie d'urgence permet d'avoir un outil fiable et facilement identifiable pour une communication d'urgence entre les utilisateurs de la voie d'eau et l'agent d'exploitation de VNF.

Les interphones peuvent être utilisés en cas d'urgence. Ils sont au nombre de 2 par sas d'écluse soit un par rive.

Les principales caractéristiques du système sont les suivantes :

- Atténuation des bruits ambiants pour améliorer la compréhension du dialogue,
- Possibilité de renforcement du volume sonore,
- Réception et identification d'un appel émis depuis un interphone,
- Possibilité d'appel vers un interphone donné,
- Interfaçage avec un système de vidéosurveillance pour préposition de caméra sur événement,

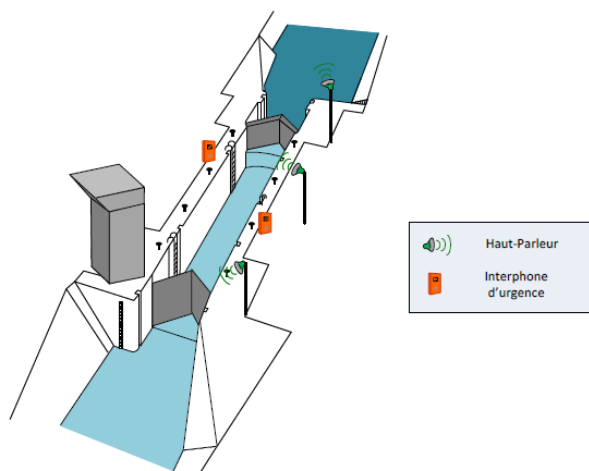
En complément, un système de sonorisation est présent.

3 ou 4 haut-parleurs par sas d'écluse (associé à un amplificateur audio pour chaque haut-parleur) permettent la sonorisation de 3 zones : amont, aval et sas.

Le système présentera les fonctions suivantes :

- Appel d'un ou plusieurs Haut-Parleurs sur un ou plusieurs sas d'écluse,
- Pré-enregistrement de messages sur le système,
- Diffusion de messages pré enregistrés,
- Possibilité de diffuser des messages parlés en live par l'intermédiaire du micro col de cygne

Certains pupitres permettent d'émettre ou de recevoir des communications vers ou depuis plusieurs des sites distants.



Positionnement des équipements

Les sites équipés et leur décomposition est la suivante :

-le site de Chatou (78) Quai Watier

- 3 haut-parleurs
- 2 interphones

-le site de Bougival (78) Ile de la loge

- 3 haut-parleurs
- 2 interphones

1.5 Objet de la consultation

La présente consultation concerne une prestation de fournitures et services pour l'entretien et maintenance des systèmes de contrôle d'accès, de vidéosurveillance et de sonorisation des sites de l'UTI Boucles de la Seine.

1.6 Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Conformément à l'article L.2113 11 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer le marché car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.7 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'exécution se fera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sans négociation ni remise en concurrence.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit pour la durée totale de l'accord-cadre :

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	20 000,00 €	40 000,00 €
2	20 000,00 €	40 000,00 €
Total	40 000,00 €	80 000,00 €

Emission :

Est habilité à signer les bons de commande le représentant du pouvoir adjudicateur ou tout agent disposant d'une délégation de signature à la hauteur du montant de la commande.

Les bons de commande sont expédiés au titulaire par courriel. Le titulaire confirme par courriel la bonne prise en compte de la commande.

Si, dans le délai de d'un jour ouvrable ou dans le délai prescrit par le bon de commande, à compter de son envoi par courriel, le signataire du bon de commande n'a pas reçu de réserves, le titulaire est réputé avoir accepté la commande.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 12h00, par courriel. L'accusé de réception du courriel fera foi en cas de contestation.

Contenu :

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre ;
- La désignation et la nature des prestations ;
- La quantité commandée par nature ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- Le délai d'exécution en précisant la date de début et de fin ;
- Les conditions d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

Un bon de commande émis dont l'exécution s'avère impossible après son émission peut être annulé par la notification d'un ordre de service indiquant cette annulation. Le titulaire sera rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées.

1.8 Descriptif de la prestation

Le présent marché à bons de commande, d'une durée d'un an reconductible 1 fois (deux années maximum), prévoit deux types d'intervention :

a) Une phase annuelle d'entretien,

b) Une demande d'intervention à la suite d'une panne ou d'un dysfonctionnement sur tous les équipements présents sur les sites de l'UBS.

c) Un plan de transfert de compétences, à travers la formation des personnels de maintenance et la production de documents techniques à la demande.

1.9 Textes et normes applicables

- Code de la Commande Publique du 01 avril 2019
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021.
- CSTB ;
- Code du travail ;
- Norme NF C 15 100 ;
- Les pièces constitutives du présent accord-cadre : AE dûment signé, BPUF dûment signé, CCP, mémoire technique de l'entreprise.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Les documents généraux étant réputés connus par les opérateurs économiques, ils ne seront pas matériellement joints au dossier.

1.10 Durée de l'accord-cadre

La durée du marché est d'un an renouvelable tacitement 1 fois, à compter de la notification du marché.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la date de fin de réalisation de la prestation telle que précisée dans les bons de commande.

1.11 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 24 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Par ailleurs, si le montant maximum fixé à l'article 1.4 est atteint avant le terme annuel de la durée du marché, celui-ci pourra être reconduit de manière anticipée par décision expresse du RPA notifiée au titulaire du marché. La durée du marché reconduit court alors à compter du jour de la réception de la décision du RPA par le titulaire.

En cas de reconduction anticipée du marché, il est précisé que le dernier bon de commande notifié avant une telle reconduction est comptée de la manière fractionnée suivante :

- sur la période d'exécution en cours du marché, pour le montant permettant d'atteindre le montant maximum ;
- sur la période d'exécution reconduite du marché, pour ce qui est du montant restant du bon de commande.

1.12 Désignation des représentants

Le titulaire désigne un représentant qualifié qui sera le correspondant de VNF pour la mise en œuvre de l'accord-cadre.

Dans les huit jours calendaires suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire indique au chef de la subdivision exploitation ou son représentant les coordonnées (nom, adresse physique et électronique, téléphone...) de cette personne.

En cas de changement de cet interlocuteur, la subdivision exploitation en est averti par mail.

1.13 Réunions VNF / Entreprise

Réunions techniques et administrative

Outre la réunion de lancement à la notification du marché, une réunion technique entre l'entreprise et chaque représentant de secteur maintenance et exploitation est à prévoir annuellement.

La fréquence pourra être légèrement ajustée en fonction des demandes de VNF ou de l'entreprise.

Les points abordés lors de ces réunions sont, entre autres :

- État d'avancement des prestations planifiées et terminées ;
- Analyses des problématiques techniques ;
- Planification des travaux à réaliser ;
- Retour d'expérience sur les opérations passées ;
- Inventaire des commandes soldées
- Inventaire de la connaissance des commandes en cours
- Bilan des dernières factures transmises
- Inventaire des prestations terminées ne faisant pas l'objet d'une liquidation
- Point sur les avenants

Le compte-rendu de cette réunion technique est réalisé par l'entreprise et validé par le pilote VNF du marché.

1.14 Édition de la facture

La commande fera l'objet d'une facture réglée à l'issue des prestations dans un délai de trente jours calendaires. Les prix remis dans l'offre sont fermes et définitifs.

A partir du 1er janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises.

Ainsi, le portail Chorus Pro est accessible afin de déposer les factures par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission

Références à indiquer dans Chorus :

EJ n° : fourni ultérieurement sur le bon de commande édité par VNF

N° de SIRET DTBS : 130 017 791 03582

Code service : UBS

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

1.15 Variation des prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 (février 2025). Les prix remis dans l'offre sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché depuis la notification du marché à la date anniversaire. Il n'y a pas d'avance consentie.

Les fournitures seront rémunérées par application des prix unitaires du bordereau des prix.

Pour les périodes de reconduction, et à chaque date d'anniversaire du contrat, les prix du BPU seront actualisés en fonction de la variation de **l'indice BT50 Entretien-rénovation tous corps d'état** selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [BT50 (n-4) / BT50_o]$$

avec :

P : prix actualisé HT

P_o : prix initial HT

BT50 (n-4) : valeur disponible de l'index concerné à la date d'anniversaire moins 4 mois. Par exemple, si la date d'anniversaire est le 15 juin 2025, on prendra la valeur de l'index BT50 pour le mois de février 2025

BT50_o : valeur de l'index EV4 au mois d'établissement du prix du marché

Pour ce faire, le titulaire du marché devra transmettre un BPUF avec les prix actualisés quinze (15) jours calendaires avant la date d'anniversaire pour la nouvelle année de reconduction, par courriel avec accusé de réception.

Les prix actualisés s'appliqueront aux commandes émises à compter de la date anniversaire du marché initial et sera formalisé dans le bordereau des prix actualisé pour l'année en cours.

1.16 Langue retenue pour le contenu de tous documents transmis à VNF

Tous les documents, factures, fiches techniques, fiches données sécurité, bons de livraison, doivent être rédigés en français.

1.17 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

Les prestations objet du présent marché sont réglés par application des prix du bordereau des prix en vigueur. Tout prix nouveau devra faire l'objet d'un avenant.

1.18 Avance

Aucune avance n'est prévue.

1.19 Acomptes

Aucun acompte ni retenue de garantie n'est prévu.

1.20 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des points suivants, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable :

- une pénalité de 100 euros par jour de retard pour une visite d'entretien ou pour la fourniture de l'inventaire ;
- une pénalité de 200 euros par jour de retard pour une intervention suite à une panne ou un dysfonctionnement ;
- une pénalité de 500 euros si l'exécution de la prestation prévue dans le bon de commande est défaillante ou incomplète ;
- une pénalité de 500 euros pour carence d'informations sur les travailleurs détachés, pour travail dissimulé, pour l'absence de propreté des lieux post-intervention ou défaillance dans la gestion des déchets.

Le montant des pénalités est plafonné à 30% du montant du marché.

2 CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

2.1 Objet, contenu, spécifications techniques et délais d'exécution

L'objet du marché, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités d'exécution sont définis dans les documents contractuels ou le bon de commande et leurs éventuelles annexes.

Les produits sont livrés et les prestations sont exécutées à l'adresse précisée dans les documents contractuels ou le bon de commande, en respectant les délais d'exécution qui y sont fixés. En l'absence de spécifications, ces exigences sont celles définies par la proposition technique du titulaire ou le cas échéant, la documentation technique remise par le titulaire. Les spécifications issues des propositions du titulaire et relatives à la description des prestations et/ou aux matières, ainsi qu'aux méthodes d'installation du matériel, et figurant dans les pièces constitutives du marché, relèvent de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir reçu de VNF les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du marché. Il ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'un manque d'informations lorsqu'il aurait pu obtenir ces informations à sa demande avant la conclusion du marché. En cours d'exécution, il appartient au titulaire de se rapprocher, en temps opportun, de VNF en vue de recueillir les informations particulières qui n'ont pu lui être fournies lors de la conclusion du marché.

Sauf stipulations contraires du marché, les délais contractuels courent à compter de la date de notification du marché. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, il appartient au titulaire de signaler à VNF par écrit (courrier postal, courrier électronique, etc... en s'adressant en priorité au point de contact mentionné dans les documents contractuels ou le bon de commande) des difficultés qu'il rencontre dans leur réalisation, avec des propositions pour les résoudre, en vue de l'exécution complète du marché. Le titulaire ne peut mettre en œuvre ses propositions qu'après avoir obtenu l'accord écrit préalable de VNF.

Le titulaire est responsable des risques liés au transport des produits, objet du marché.

Il s'engage au respect des normes régissant sa profession.

2.2 Visite d'entretien annuelle (maintenance préventive)

Le prestataire assure des visites et interventions de maintenance périodiques ayant pour but de réduire les risques de panne et de maintenir en bon état de fonctionnement les matériels et logiciels présents.

Une visite d'entretien sera à réaliser chaque année. La date sera déterminée par VNF, en accord avec le titulaire.

Cette visite s'étend sur tous les équipements compris dans le marché.

Les prix comprennent, pour chaque intervention réalisée :

- la réalisation de l'ensemble des actions de la gamme,
- le déplacement sur site et l'accès à l'équipement ou au local technique,
- la main d'œuvre qualifiée avec son matériel, son outillage,
- la mise en place des moyens nécessaires à l'intervention,
- la fourniture des pièces de rechange et consommables utilisés dans le cadre du préventif,

- le contrôle de bon fonctionnement et le contrôle d'état général,
- le nettoyage du chantier et la remise en état des lieux,
- l'évacuation des déchets conformément aux normes en vigueur,
- l'ensemble des sujétions liées aux conditions d'interventions définies au CCTP.

Après chaque visite, un rapport « minute » par site devra être envoyé au responsable de secteur concerné et ce, au maximum, deux jours ouvrables après l'intervention.

Dans ce compte-rendu devra figurer la date, l'heure, le site concerné, le nom de l'intervenant, l'entretien détaillé réalisé et si nécessaire, les pièces à remplacer.

En complément des opérations décrites au paragraphes 2.3, 2.4 et 2.5, un détail des prestations de maintenance préventive à réaliser est décrit dans les annexes 1, 2 et 3. La liste des actions n'est pas exhaustive. Ces documents représentent également des comptes-rendus types demandés au titre de ce marché.

Il est entendu que les prestations citées ci-dessus sont exhaustives et que la candidature devra s'assurer de répondre à la norme NF 367 – I80 en vigueur concernant les le service d'installation et de maintenance de la détection d'intrusion, la vidéosurveillance et le contrôle d'accès.

A l'issue des entretiens et vérifications, le titulaire remettra un rapport complet d'entretien par site effectué sous 1 mois. Si des pièces devaient être remplacées, le titulaire proposera un devis de remise en état en se basant sur le bordereau des prix unitaires.

2.2.1 Système de vidéosurveillance

L'entretien annuel comprend (liste non exhaustive)

- Les caméras

Cette gamme concerne le contrôle et l'entretien des caméras, de leur support (mât, rotule, bras de fixation...), des armoires énergie et communication associés, la vérification du bon fonctionnement de la caméra, le nettoyage et l'entretien de l'ensemble constituant le système vidéo terrain.

- Les armoires de regroupement d'énergie et de transmission pour le traitement des images

Cette gamme concerne l'entretien complète de l'armoire de concentration et de traitement des données. Les équipements associés sont l'onduleur, le serveur de données y compris stockage, les switches, répartiteurs fibres optiques, les jarretières et tous les équipements associés.

- Les postes de contrôle

Cette gamme concerne l'entretien complète des postes de contrôle comprenant les PC, écrans, claviers, joysticks et souris de chaque site.

2.2.2 Système de contrôle d'accès de Suresnes

L'entretien annuel comprend (liste non exhaustive)

Cette gamme concerne le contrôle et l'entretien du système de contrôle d'accès du site de Suresnes.

Cela comprend :

- les caméras et leurs supports (mâts),
- les lecteurs de badge,
- les gâches électriques,
- les bris de glace,
- l'interphone,
- les câbles énergie et transmission associés,
- les armoires électriques de concentration,
- l'armoire générale de contrôle du système
- le report d'alarmes,
- les PC de supervision de visualisation,
- les écrans, souris claviers, joysticks,...

2.2.3 *Système de sonorisation*

L'entretien annuel comprend (liste non exhaustive)

Cette gamme concerne le contrôle et l'entretien des systèmes de sonorisation et d'interphones

Cela comprend :

- les haut-parleurs,
- les interphones,
- les pupitres,
- les amplis audio,
- les convertisseurs IP/audio.

2.3 Intervention pour dépannage (maintenance corrective)

Le marché prévoit des interventions de dépannage en cas de perturbation ou d'interruption de service observée.

Pour ce faire, le titulaire met à disposition un numéro d'appel et une adresse mail dédiée à la transmission des demandes d'intervention pour dépannage.

Les demandes de VNF et les interventions du titulaire sont réalisées en heures ouvrables, du lundi au vendredi entre 8h00 et 18h00.

L'intervention sur site doit être réalisée **au plus tard dans les deux jours ouvrables** suivant la demande de VNF, formulée par téléphone et confirmée par courriel. En cas de non-respect de cet engagement, des pénalités de retard sont appliquées.

Le titulaire transmet sous deux jours ouvrables après son intervention un rapport détaillant le diagnostic du défaut, les actions correctives engagées et les matériels défectueux remplacés (ou à remplacer le cas échéant).

Ce rapport obligatoire permet à VNF d'établir un bon de commande de régularisation de l'intervention pour dépannage.

2.4 Transfert de compétences

Dans le cadre du projet de modernisation de l'établissement VNF et de l'acquisition des connaissances par les équipes de l'UTI en charge de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages de navigation, il pourra être demandé au titulaire de fournir des formations dédiées aux équipes de maintenance.

Ces formations peuvent couvrir tous les équipements prévus dans le marché et comprennent à minima :

- La description théorique des systèmes et la présentation des architectures présentes sur site ;
- Les opérations de maintenance préventive ;
- Les réglages simples sans démontage ;
- L'identification et le diagnostic de pannes ;
- Le dépannage simple sans démontage ;
- Le dépannage par échange standard avec ou sans paramétrage.

Ces formations seront rémunérées à la journée d'un expert-formateur, incluant le déplacement sur site, la préparation et la délivrance de la formation, et les supports de formation remis à VNF en version numérique (.pdf et modifiable).

Il pourra être également demandé au titulaire du marché de préparer et fournir des plans (aux formats souhaités par VNF, .dwg et .pdf notamment) ou tout autre document non présent dans la documentation technique actuelle et nécessaire à l'activité de l'UTI.

Il peut s'agir par exemple de plans de récolement des réseaux électriques et communication dédiés au système vidéosurveillance du site d'Andrésey, ou encore le *listing* complet des équipements de contrôle d'accès par badge sur le site de Suresnes.

La préparation et la fourniture de documents demandés par VNF sera rémunérée à la demi-journée d'un chargé d'étude.

2.5 Repli de chantier et évacuation des déchets

L'entrepreneur devra :

- procéder à l'évacuation de tous les éléments démontés et non récupérés par VNF ;
- procéder à l'évacuation de tous les moyens techniques apportés, sur site, par l'entreprise ;
- enlever tous les déchets de la zone des travaux ;
- nettoyer l'ensemble de la zone des travaux.

2.6 Documentations techniques

VNF fournira au titulaire l'ensemble des documentations techniques en sa possession ainsi que les identifiants et mots de passe permettant d'effectuer la maintenance et toute modification des systèmes.

Lors de la fourniture de matériel à VNF, le titulaire fourni à la livraison toute la documentation technique, identifiant et mot de passe, à jour, permettant d'assurer le bon fonctionnement du matériel livré (inclus dans le prix).

2.7 Garanties

Sauf mentions contraires du marché ou conditions plus favorables du titulaire, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an à compter de leur admission, en application de l'article 33 du CCAG-FCS.

2.8 Autres stipulations

Le titulaire prend les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements sur le lieu de son intervention.

Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission.

Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

3 PROVENANCE, QUALITE, PREPARATION DES MATERIELS ET CONTRÔLES

3.1 Généralités

La fourniture des matériaux, produits et composants du marché, font partie de la prestation de l'entreprise qui reste entièrement responsable, à l'égard du maître d'ouvrage, du respect de ses obligations spécifiées dans le marché.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des difficultés d'approvisionnement ou de transport, pour quelque cause que ce soit, afin de justifier des retards de délais sur la fourniture des matériaux, produits et composants faisant l'objet du présent marché.

3.2 Interchangeabilité – Standardisation

Afin d'uniformiser les matériels installés et de réduire le nombre de pièces de rechange, l'entrepreneur pourra proposer au maître d'ouvrage dans le remplacement de matériels l'emploi d'un nombre réduit de composants en utilisant au maximum des constituants standards.

3.3 Opération de vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet

Les produits livrés ou/et les prestations exécutées sont examinés quantitativement et qualitativement, conformément aux stipulations du CCAG-FCS. Sauf dérogation mentionnée dans le marché, les opérations de vérifications s'effectuent dans les quinze (15) jours maximum suivant la date de livraison des fournitures ou de réalisation des prestations.

Au terme des vérifications, l'établissement peut accepter avec ou sans réfaction, ajourner ou rejeter les produits livrés ou/et prestations exécutées, en application des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

4 HYGIENE ET SECURITE

La sécurité au travail est une priorité absolue pour VNF. Le titulaire s'engage en ce qui concerne son personnel, et celui de ses éventuels sous-traitants, à respecter les règles en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations en matière de conditions de travail, de santé, d'hygiène, de sécurité et d'environnement, ainsi que la législation applicable en la matière. Le titulaire s'engage tant pour lui que pour ses éventuels sous-traitants à :

- faciliter la coordination de l'exécution des prestations avec les activités de VNF et celle des tiers intervenant sur le lieu d'exécution,

- prévenir les risques de dommages aux personnes et aux biens lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait cesser, immédiatement et à ses frais, toute situation ou activité dangereuse ou nuisible pour la santé, l'hygiène, la sécurité ou l'environnement dont il a le contrôle.

Le titulaire doit tenir propre et en ordre les lieux de travail sur lesquels il intervient.

5 ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT

5.1 Généralités

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des engagements de la DTBS en matière d'éthique et de développement durable (y compris les responsabilités sociales et environnementales)

L'établissement souhaite dans ce cadre, la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire s'engage à respecter la politique environnementale.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement

Le titulaire s'engage notamment à respecter les règles suivantes :

- ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis à vis des tiers;
- assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduire l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ;
- Ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent au titulaire mais aussi à ses éventuels sous-traitants.

5.2 Clause environnementale

Au titre de son devoir de conseil, il est demandé au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, de communiquer à VNF toute information pertinente vis-à-vis du respect de l'environnement (engagements existants, actions de progrès prévues, réductions ou préventions d'impacts obtenues...) et de l'avertir de toute circonstance susceptible de générer un impact significatif sur l'environnement.

Le titulaire prend, conformément à la réglementation en vigueur, les dispositions nécessaires pour éviter la pollution de l'air, de l'eau, des sols, pouvant être causée par lui ou ses sous-traitants lors de l'exécution du marché, y compris lors des transports liés à l'exécution du marché. En cas de pollution accidentelle, le titulaire se charge des opérations de dépollution dont il est responsable. En cas de pollution accidentelle, le titulaire informe immédiatement VNF et le maître

d'œuvre du sinistre, des premières mesures de dépollution envisagées et de leur délai d'exécution ; il transmet à VNF et au maître d'œuvre dans les meilleurs délais une première analyse des conséquences de la pollution.

5.3 Gestion des déchets

Sauf stipulation contraire du marché, le titulaire est responsable de la gestion des déchets dont le transport et l'élimination sont réglementés et générés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation concernant les déchets, notamment celle relative à leur traçabilité : transit, stockage, regroupement et transport.

Le titulaire doit trier ses déchets, et pour les déchets concernés, fournir à VNF une copie des Bordereaux de suivi de déchet (BSD ou BSDA) et des récépissés de transport et autorisation d'exploiter associés, et cela dans le respect des délais prévu par la réglementation. Pour les déchets non concernés, le titulaire doit fournir à VNF les quantités de déchets évacuées via une copie des bons de pesés et une attestation de prise en charge par l'installation de destination finale.

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement, que ce soit sur le lieu d'exécution du marché, lors du stockage, du regroupement ou du transport des déchets, jusqu'à la prise en charge des déchets dans une installation appropriée.

5.4 Consommation d'eau et d'énergie, bruit

L'eau et les sources d'énergie consommées par le titulaire et ses sous-traitants, doivent être utilisées en limitant au maximum la surconsommation et le gaspillage, en optimisant l'utilisation des appareils (postes à souder, GE, ...) et véhicules (engins, camions, ...), en éteignant la lumière (locaux sociaux, bureaux) des locaux et en fermant les arrivées d'eau en cas de non utilisation.

Le titulaire doit limiter ses émissions de bruit en limitant au maximum tout risque de dépassement des niveaux sonores autorisés ou propagation, en capotage et insonorisation des appareils et en optimisant la durée d'utilisation des appareils. Toute utilisation d'outils doit répondre aux normes NF concernant les mesures de protection sonore.

5.5 Clause éthique

Conformément à ses engagements en matière d'éthique, VNF tient tout particulièrement à respecter les principes et droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et les Conventions conclues dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail. Dans ce cadre, VNF applique ces principes à ces achats et, notamment, ceux relatifs au travail des enfants et au travail forcé ou obligatoire.

5.6 Conflit d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit surgissant pendant l'exécution du

contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. En cas de conflit de cette nature, le titulaire prend immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF. Le titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance.

5.7 Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le site de Suresnes étant un site sensible qui nécessite des dispositions particulières en matière de sûreté. Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les personnels du titulaire du marché ainsi que leurs co-traitants ou sous-traitants devront transmettre une photocopie de leur pièce d'identité au responsable du site et sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative au préalable de leur accès au site.

6 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

6.1 Responsabilités

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de VNF ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à VNF ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du Code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de VNF ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc...).

6.2 Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire justifie, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'il est titulaire d'une assurance concernant la responsabilité civile pendant la durée de l'accord-cadre en ce qui concerne les pertes ou dommages causés aux tiers et découlant des obligations contractuelles du titulaire.

L'attestation d'assurance émanant de la compagnie d'assurance (à l'exclusion de tout agent ou courtier) comportera également les éléments suivants :

- nature des garanties (obligatoires et facultatives),
- franchises,
- primes HT et TTC.

7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de l'accord-cadre peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu de VNF l'acceptation de chaque sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement.

La déclaration de sous-traitance doit faire l'objet d'un DC4 remis à VNF lors de la notification du marché.

L'acceptation par VNF confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600€ TTC et dans la limite du montant du marché ou du montant du sous-traité.

8 RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

Outre les cas prévus à l'article 38 et suivants du CCAG-FCS, constituent des cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire avec, le cas échéant, exécution des prestations à ses frais et risques :

- le refus ou l'absence d'exécution d'une prestation ;
- des défaillances répétées dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Dans tous les cas, le titulaire est averti par le chef de la subdivision exploitation ou son représentant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre récépissé, de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de l'avertissement, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision VNF.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire.

En cas d'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, la décision de résiliation intervient à l'expiration de celui-ci.

9 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est dérogé comme suit par le présent CCP au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services :

- L'article 1.12 déroge aux articles 14.1.3 du CCAG-FCS.